



Fermeture programmée de l'usine Ford à Blanquefort : INACCEPTABLE !



La FTM CGT et l'Union départementale CGT de Gironde condamnent la décision de Ford qui refuse l'offre de reprise de Punch pour le site de Blanquefort.

Sous prétexte que Ford la juge risquée pour les emplois, le constructeur préfère licencier les 872 salariés du site, et par ricochet les milliers d'emplois indirects, que d'accepter l'offre de Punch qui propose de reprendre 400 travailleurs.

Les syndicats beaucoup plus responsables que la direction actuelle avaient pourtant trouvé un accord de principe avec l'équipementier belge.

C'est inacceptable que Ford n'ait porté aucun intérêt à ce seul projet de reprise. Certes, il ne nous convient pas, car la casse de l'emploi est très importante mais c'est la seule reprise et donc à choisir entre 400 emplois sauvés ou zéro, pour nous le choix est vite fait...

Inacceptable aussi au vu de l'argent public versé à Ford sur la période de 2013 à 2017 représentant plus de 50 millions d'euros. Sans compter que le coût de la dépollution qui est évalué à 20 millions d'euros en cas de cessation totale d'activité serait encore une fois à supporter par le contribuable !

Inacceptable, une attitude si méprisante pour les salariés de l'usine la plus productive d'Europe. Tout doit être mis en œuvre pour que Ford revienne sur sa position

Les pouvoirs publics doivent rapidement prendre leurs responsabilités, afin d'éviter une catastrophe sociale tout en pérennisant l'avenir de l'industrie automobile dans la région. Les politiques libérales au service de la finance menées par les gouvernements actuel et précédent sont responsables de ce gâchis social et économique.

Pour la CGT, il n'y a pas de fatalité, elle rappelle qu'il faut que la responsabilité sociale et économique soit encadrée par la loi !

Ils doivent exiger le remboursement de toutes les aides perçues par Ford.

Toutes les pistes doivent être étudiées pourquoi pas un projet Punch sans Ford ?

L'Etat doit intervenir par une prise de participation ou une nationalisation du site, un moratoire industriel du site de Blanquefort doit être décrété !

La Fédération de la Métallurgie CGT et l'Union départementale CGT de la Gironde appellent les salariés à intervenir contre cette décision qui insulte les travailleurs dans leur ensemble et en particulier ceux de Ford Blanquefort et ceux des nombreuses sociétés sous-traitantes.

Le 17 décembre 2018